

# Commune de SAINT-MELOIR DES ONDES

DEPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

## **PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 6 OCTOBRE 2014, à 20 Heures**

**Présents** : Monsieur **BERNARD René**, Maire – Mesdames **CASU Odile**, **DUFAIX Marylène**, **CHAMOT-PONCET Soizick**, Adjointes, Mrs **BOULEUC Yves**, **LABBE René**, **DUVAL Yvonnick**, Adjoints – Mmes **ENEL-REHEL Rozenn**, **LEPAIGNEUL Virginie**, **MALOIZEL Madeleine**, **MAZEAU Laurence**, **MENARD Patricia**, **PERRIGAULT Chantal**, **THOMAS Huguette**, **VILLENEUVE Catherine**, Conseillères Municipales, Mrs **COURDENT Stéphane**, **GIZARD Rémy**, **JENOUVRIER Stéphane**, de la **PORTBARRÉ Dominique**, **LEMONNIER Philippe**, **LESAGE Samuel**, **LESNÉ Loïc**, **PLIHON Sébastien**, **SIGURET Jérôme**, **VUILLAUME Michel** Conseillers Municipaux.

**Absents excusés** : Mme Chantal **BREVAULT** (pouvoir à M. René Bernard) – Mme Sylvie **LE SCORNET** (pouvoir à Mme Virginie Lepaigneul) – M Philippe **L EMONNIER** ( pouvoir à M. Loïc Lesné).

**Absent** : Néant

**Secrétaire de séance** : Madame Laurence **MAZEAU**, Conseillère Municipale.

---

**Procès-verbal de la séance du 8 Septembre 2014** : Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 8 Septembre 2014 est adopté à l'unanimité.

- 
- Monsieur le Maire demande aux conseillers municipaux d'observer une minute de silence en mémoire de Monsieur Michel **MATHURIN**, conseiller municipal entre 2001 et 2008, décédé le 26 septembre 2014.
  - Madame Madeleine **MALOIZEL**, conseillère municipale, remercie les membres du conseil municipal pour les nombreuses marques de sympathie qui lui ont été témoignées à l'occasion du décès de Monsieur Jean-Claude Seuret.
- 

### **TRAVAUX BATIMENTS**

#### **2014.129 – Construction du bâtiment enfance-jeunesse / approbation du projet et dépôt du permis de construire**

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint en charge des bâtiments, rappelle que dans sa séance du 28 avril 2014, le conseil municipal a confié la maîtrise d'œuvre de l'espace enfance-jeunesse au cabinet d'architecture Labesse-Bellé (*Rennes*).

Le 7 juillet dernier, il a été décidé que ce nouveau bâtiment serait positionné entre les parcelles T 279 (*école publique*) et T 280 (*école privée*).

Aujourd'hui, après consultation de la commission des affaires scolaires et des futurs utilisateurs (*SIAJE, école publique, école privée*), le maître d'œuvre sollicite la validation des plans du projet par l'assemblée afin de pouvoir déposer le permis de construire.

Monsieur Duval porte à connaissance du conseil municipal les principales observations qui ont été relevées, à savoir : *un meilleur positionnement des portes, la création de toilettes enfants, la possibilité de rangements différenciés, des emplacements pour porte-manteaux, le déplacement des sanitaires pour ne pas bloquer d'éventuelles liaisons et un aménagement de cloison mobile.*

Entendu l'exposé ci-dessus,

Considérant les accès et cheminements présentés pour ce nouveau bâtiment,

Considération l'observation de Monsieur Stéphane Courdent, conseiller municipal, relative à la conception d'une entrée principale au niveau du préau de l'école publique exclusivement,

VU les avis des deux directeurs d'école et du SIAJE,

Après en avoir délibéré et suite à un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **APPROUVE** le projet conçu par le Cabinet Labesse-Bellé avec intégration des modifications ci-dessus mentionnées,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à déposer le permis de construire au nom de la commune,
- **DIT** que l'accès principal à ce nouveau bâtiment communal se fera par le préau de l'école publique, l'autre porte constituant une issue de secours.

Observations :

- *Monsieur Jérôme Siguret, conseiller municipal, fait remarquer qu'il serait utile de prévoir un dispositif au niveau des fenêtres afin de masquer les vues directes sur les écoles pendant les activités. Monsieur le Maire répond que l'architecte a déjà été saisi de cette observation et qu'il existe des films adhésifs opaques et décoratifs qui pourront être utilisés à cet effet.*
- *Monsieur Samuel Lesage, conseiller municipal, fait remarquer que la commune n'est toujours pas propriétaire de l'emprise au sein de l'école privée. Monsieur le Maire déclare que le service des Domaines a été saisi pour une évaluation et qu'au stade de dépôt du permis de construire, un acte authentique de propriété n'est pas requis. Il ajoute que la situation juridique de propriété sera régularisée au cours d'une prochaine séance de conseil municipal.*
- *Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, fait observer que le bâtiment présente un recul de 3 m sur la limite de propriété côté école privée. Il demande ce qu'il advient de cette emprise, notamment en termes de responsabilité, dès lors qu'une clôture n'est pas prévue au projet. Monsieur le Maire indique que cette largeur de terrain pourra être à usage de l'école privée par convention de mise à disposition.*

**2014.130 - Construction du bâtiment enfance-jeunesse / réalisation d'une étude de sol**

Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint, indique que la collectivité doit pouvoir disposer d'une étude géotechnique avant de débiter les travaux de construction du bâtiment enfance-jeunesse.

Il présente à l'assemblée les sept propositions reçues pour ce type de prestation.

La commission des marchés propose de retenir l'offre de la société ICSEO (sise à Noyal Sur Vilaine- 35530) pour un montant de 1 970 € HT (soit 2 364 € TTC)

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DÉCIDE** de confier la réalisation de l'étude de sol requise à la société ICSEO (sise à Noyal Sur Vilaine – 35530 ) pour un montant de 1 970 € HT (soit 2 364 € TTC)
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit devis.

Observations :

- *Monsieur Jérôme Siguret, conseiller municipal, demande ce qu'il advient des travaux du préau. Monsieur le Maire répond qu'il s'agit là d'une prestation prévue à l'opération de construction de l'espace enfance-jeunesse pour laquelle la collectivité a sollicité le financement de la D.E.T.R. (dotation d'équipement des territoires ruraux).*

*Il ajoute que cette 1<sup>ère</sup> tranche de travaux doit être programmée rapidement et, en tout état de cause, avant le 31 décembre 2014. Deux entreprises ont été sollicitées pour remettre une offre, mais une seule proposition a pour l'heure été reçue.*

- *Monsieur Samuel Lesage, conseiller municipal, fait observer que dans sa conception actuelle, le nouveau bâtiment n'offre pas de possibilité d'être surélevé d'un nouvel étage dans le futur. Monsieur le Maire répond que le projet a été conçu par Monsieur Bellé, architecte, avec la coopération et le visa régulier des membres de la commission des travaux.*

-----

**2014.131 – Engagement d'une consultation pour les contrats de maintenance arrivant à expiration**

Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint, indique que de nombreux contrats de maintenance relatifs aux équipements communaux expireront le 31 décembre 2014, à savoir :

- . contrôle légionelle
- . maintenance hottes
- . maintenance éléments de froid, cuisson, laverie
- . maintenance cloches, horloges, paratonnerre de l'église
- . contrôle lutte contre les nuisibles
- . maintenance défense incendie (*poteaux et bouches*)
- . maintenance extincteurs, désenfumage et blocs de secours
- . contrôle des aires de jeux, équipements sportifs, multisport et chapiteau
- . contrôle électrique et gaz
- . contrôle portes bâtiment services techniques
- . alarmes (*bâtiment services techniques, salle horiz'ondes, école publique, restaurant scolaire et la salle informatique de l'école publique*)

Il précise qu'il est nécessaire d'engager une consultation de prestataires afin d'obtenir de nouvelles propositions de contrat qui devront prendre effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR                      0 CONTRE                      0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager une consultation pour les contrats de maintenance précités, relatifs aux équipements communaux.

**2014.132 – Toiture de la salle 2 du complexe sportif/travaux supplémentaires de désenfumage**

Monsieur Yvonnick Duval, Adjoint, rappelle que par délibération en date du 2 juin 2014, le conseil municipal a attribué le marché de réfection de la toiture de la salle n°2 à l'entreprise de construction MARTIN (*Martigné-Ferchaud*) pour un montant de 91 435.09 € HT (109 722.11 € TTC). A l'instar de la salle n° 1 et pour des raisons de sécurité, il est fait obligation à la collectivité de prévoir des châssis de désenfumage dans la toiture.

Il présente à l'assemblée le devis de l'entreprise MARTIN (*sise à Martigné-Ferchaud 35640 ,17 rue Abbé Bridel*) pour la fourniture et la pose de 4 lanterneaux de désenfumage : soit une offre établie à 6 908.00 € HT (*soit 8 289.60 € TTC*)

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **ACCEPTE** le devis de l'entreprise MARTIN (*sise à Martigné-Ferchaud 35640 ,17 rue Abbé bridel*) relatif à la fourniture et la pose de 4 lanterneaux de désenfumage pour un montant de 6 908.00 € HT (*soit 8 289.60 € TTC*)
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'avenant à intervenir.

.....

**AFFAIRES SCOLAIRES**

**2014.133 - Services périscolaires - Facturation exceptionnelle aux familles dans le cadre des T.A.P et pénalité pour dépassement d'horaire**

Madame Marylène Dufaix, adjointe aux affaires scolaires, rappelle à l'assemblée que depuis la rentrée scolaire du 2 septembre 2014, la commune propose aux élèves de la commune des Temps d'Activités Périscolaires (*T.A.P*) gratuits et facultatifs, entre 15h et 16h30.

Elle souligne qu'en dehors des heures d'enseignement, la collectivité assume donc la charge financière et également la responsabilité de ces activités.

Dès lors, les enfants que les familles n'ont pas souhaité inscrire aux activités sont sous la responsabilité de leurs parents.

Toutefois, en cas d'absence ou de retard du parent pour récupérer un enfant non inscrit aux TAP, il serait utile de prévoir un dispositif de prise en charge. Ainsi, l'enfant pourrait être automatiquement intégré aux activités périscolaires de son groupe d'âge.

Par contre, dans ces conditions et compte tenu des difficultés qui en résulteront du point de vue de l'organisation, il est proposé que cette prestation soit systématiquement facturée à la famille.

Madame Dufaix expose que la commission des affaires scolaires, dans sa réunion du 1<sup>er</sup> octobre dernier, s'est déclaré favorable à ce dispositif.

- Dans cette continuité, et à l'instar d'autres collectivités, il est également proposé d'instituer un tarif dissuasif à l'adresse des familles qui ne respectent pas les horaires de fermeture du service municipal de garderie, à savoir : récupération des enfants au-delà de 19h00 pour la garderie du soir et au-delà de 12h30 pour la permanence de garde du mercredi.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DÉCIDE** de créer un nouveau tarif communal de 15 € qui sera réclamé aux familles dans les cas suivants :
  - o 1 - Lorsqu'un enfant non-inscrit aux activités périscolaires n'est pas pris en charge par sa famille à l'issue des cours et doit être intégré dans le groupe d'activités de son âge.
  - o 2 - Lorsque la famille ne respecte pas les horaires de fermeture du service de garderie : au-delà de 19h00 pour la garderie du soir et au-delà de 12h30 pour la permanence de garde du mercredi

- **PRÉCISE** que dans ce 2<sup>ème</sup> cas, en sus de la pénalité, pour tout dépassement de plus d'une demi-heure, les services de gendarmerie seront systématiquement appelés,
- **DIT** que ce dispositif sera applicable à compter du 3 novembre 2014, date de rentrée des vacances de la Toussaint.
- **CHARGE** Monsieur le Maire d'aviser l'ensemble des familles.

-----

Observations :

- *Monsieur Stéphane Jenouvrier, conseiller municipal, fait remarquer que les familles qui viennent déposer ou récupérer leurs enfants à l'école, notamment côté école privée, n'ont aucun endroit permettant d'attendre à l'abri des intempéries. Monsieur le Maire charge Madame Marylène Dufaix, adjointe aux affaires scolaires, de regarder le problème en commission des affaires scolaires.*
- 

**Demande de subvention de l'Ecole Privée pour son équipement informatique**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que cette question ne sera pas examinée au cours de la présente séance, la collectivité devant préalablement réunir toutes les informations juridiques et légales sur ce dossier.

-----

**2014.134 – Subventions aux écoles pour les activités parascolaires - année 2014**

Madame Marylène Dufaix, Adjointe aux affaires scolaires, rappelle que dans sa séance du 3 février 2014, le conseil municipal a voté un montant de subvention parascolaire à hauteur de 6/10<sup>ème</sup> appliqué sur la base habituelle de 26 €.

C'est donc un versement de 15,60 € par élève qui a été effectué afin de permettre aux écoles d'assurer les activités prévues de janvier 2014 à juin 2014, sachant qu'il appartiendrait au nouveau conseil municipal de repenser le débat.

En effet, dans un contexte de réforme des rythmes scolaires et de restriction des dotations de l'Etat, une réflexion globale doit être portée sur le budget que la collectivité entend désormais allouer aux activités parascolaire comme aux activités périscolaires.

Madame Dufaix restitue à l'assemblée les sorties qui ont été effectuées par les écoles par le biais du financement communal parascolaire sur ce premier semestre 2014.

Elle ajoute que les membres de la commission des affaires scolaires, réunis le 1<sup>er</sup> octobre dernier, n'ont pas émis de proposition en la matière et laissent le soin au conseil municipal de se déterminer.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Considérant le budget primitif 2014,

Considérant que pour appréhender cette question, il convient d'étudier les capacités financières de la collectivité à poursuivre la même offre de services périscolaires et parascolaires,

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR :

0 CONTRE

0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **DÉCIDE** de maintenir, pour le présent exercice 2014, le même dispositif de subventionnement parascolaire à l'attention des élèves des écoles, à savoir :
    - o Maintien d'un montant de référence 26 € par élève et donc versement à chaque école du reliquat de l'année 2014 pour les mois de septembre, octobre, novembre et décembre : soit  $4/10^{\text{ème}}$  de 26 euros = **10,40 € / élève.**  
*Ecole publique : 10,40 € X 175 élèves = reliquat subvention de 1 820 euros*  
*Ecole privée : 10,40 € X 240 élèves = reliquat subvention de 2 496 euros*
  - **DIT** que le conseil municipal sera appelé à réexaminer ce dossier dans le cadre de la confection du budget primitif 2015.
- 

**Observations :**

- *Madame Chantal Perrigault, conseillère municipale, explique que pour sa part, elle ne serait pas opposée à une réduction du montant de la subvention parascolaire, ceci eu égard au coût des T.A.P qui impacte depuis cette année le budget communal.*
  - *Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, se demande dans quelle mesure la commune doit maintenir une gratuité pour les T.A.P. Il rappelle également qu'actuellement, les enfants extérieurs inscrits dans les écoles ou dans les services périscolaires bénéficient des mêmes conditions tarifaires que les enfants méloriens. Il propose qu'une réflexion s'engage sur le sujet afin de savoir si une gestion différenciée pourrait être envisagée.*  
*Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, fait remarquer qu'un bilan financier des TAP sera dressé en fin d'année. Il rappelle que si le mode de gratuité a été choisi pour une 1<sup>ère</sup> année de fonctionnement, cela n'engage pas la collectivité pour les exercices suivants.*  
*Monsieur le Maire déclare que compte tenu du contexte, le budget de fonctionnement 2015 devra nécessairement être établi dans une logique de recherche d'économies.*
  - *Madame Odile Casu, adjointe, rappelle que les directeurs d'école étaient attachés à une gratuité des activités TAP, ceci pour des raisons d'égalité et pour en faciliter l'accès au plus grand nombre. Elle ajoute que les directeurs étaient également conscients que le débat se poserait du maintien dans les mêmes proportions du subventionnement parascolaire.*
  - *Monsieur Dominique de La Portbarré, conseiller municipal, propose que la ville fournisse aux écoles une maquette-type afin de recueillir leurs statistiques et projets, ce qui facilitera l'analyse et la comparaison des données.*
  - *Monsieur Stéphane Courdent, conseiller municipal, fait observer que si le financement communal parascolaire venait à être réduit, inévitablement, les parents et associations de parents d'élèves se verraient davantage sollicités par les écoles.*
  - *Monsieur René Labbé, adjoint, indique que la collectivité a fait le bon choix en ne faisant pas varier la base de 26 €/élève cette année, ceci dans la mesure où les écoles avaient déjà programmé leurs activités.*
- .....

## **VOIRIE-ASSAINISSEMENT**

### **2014.135 – Engagement d’une consultation pour l’entretien des espaces verts des lotissements et le débroussaillage**

Monsieur René Labbé, Adjoint à la voirie, rappelle que la collectivité avait confié à des prestataires privés l’entretien des espaces verts de ses lotissements ainsi que le débroussaillage des voies communales. Ces contrats venant à expiration, il est nécessaire d’engager une consultation afin d’obtenir de nouvelles propositions de contrat qui devront prendre effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR                      0 CONTRE                      0 ABSTENTION

#### **Le Conseil Municipal, à l’unanimité des membres présents,**

- **SE DECLARE FAVORABLE** à l’engagement d’une consultation de prestataires privés pour l’entretien des espaces verts des lotissements et le débroussaillage,
- **PRÉCISE** que des éléments d’étude seront prochainement fournis pour apprécier le bien-fondé de cette externalisation de prestations.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer lesdites consultations.

.....

#### **Observations :**

*-Monsieur René Labbé, adjoint, rappelle qu’en 2013, le coût de l’entretien externalisé des espaces verts s’est élevé à 12 337.85 € et celui du débroussaillage à 24 684.00 €. Compte tenu de ces chiffrages et suite au questionnement des membres de la commission des travaux, il demande dans quelle mesure un recrutement de personnel supplémentaire aux espaces verts ne serait pas plus judicieux pour la collectivité. Il souhaite que la commission du personnel se saisisse de cette question.*

*- Monsieur Yves Bouleuc, adjoint au personnel, indique que lorsque la commune avait décidé d’externaliser ces prestations, une étude comparative avait déjà été menée. Si celle-ci peut effectivement être réactualisée, il fait remarquer qu’il est peu probable que les paramètres aient évolué en faveur d’un recrutement. Au contraire, les surfaces d’espaces verts sont plus nombreuses et le parc de matériel ne permet pas davantage d’effectuer du fauchage, ni des tontes supplémentaires.*

*- Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, ajoute qu’un contrat auprès d’un prestataire a l’avantage de fixer un rythme périodique de passages alors qu’une telle programmation est plus difficile à tenir pour le service technique communal qui est a fortiori plus polyvalent.*

*- Monsieur René Bernard, Maire, indique que la commune dispose d’un nouveau tractopelle et d’un conducteur d’engins ce qui permet une plus grande réactivité au niveau des interventions de voirie. Un achat de camion benne est également en cours pour renforcer le service.*

*Par contre, il est évident que le traitement en interne du fauchage et de la tonte des lotissements supposerait une embauche de personnel et un renforcement significatif du parc d’engins. Pour cette raison, le choix avait été fait de ne conserver que l’entretien des terrains de sports et des massifs de fleurs. Une attention particulière devra d’ailleurs être portée à l’entretien généré par les massifs dans le cadre des aménagements qui seront retenus pour les entrées d’agglomération.*

#### **Définition d’une règle pour les travaux des particuliers impactant le domaine public.**

Monsieur René Labbé, Adjoint à la voirie, indique que dans certaines conditions d’autorisation, les particuliers sont amenés, pour leur propre compte, à exécuter des travaux qui impactent le domaine public communal.

Ces chantiers privés sont le plus souvent menés sans que la collectivité soit associée au suivi et à la qualité des prestations, ce qui peut générer certains désordres sur les voies concernées.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit de cas de figure très variés : *pose d'échafaudage , stockage de matériaux ou d'engins, ouverture de tranchées pour raccordement...etc...*

Monsieur Samuel Lesage, conseiller municipal, souligne pourtant que dès lors qu'un particulier veut faire des travaux impactant la voie publique, le dépôt d'une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.) est requis. La commune peut donc y noter ses exigences et prescriptions en matière d'exécution de chantier.

Le conseil municipal demande qu'une réflexion s'engage sur le dispositif à mettre en œuvre en la matière, notamment par le biais d'un nouveau règlement de voirie.

**Sollicitation de financements pour les études et projets d'assainissement ( étude d'incidence pour le renouvellement de l'autorisation de rejet de la station de la Couaillerie et projet de mise en place d'un dispositif d'assainissement collectif au Vaulérault)**

Monsieur René Labbé, Adjoint, indique que la collectivité va être appelée à engager plusieurs études et projet en matière d'assainissement. Ainsi, en vue du renouvellement de l'autorisation de rejet de la station d'épuration de « La couaillerie » qui vient à expiration le 31 décembre 2015, la collectivité va devoir commander une étude d'incidence auprès d'un prestataire.

Par ailleurs, la commune étudie également un projet de mise en place d'un dispositif d'assainissement collectif au Vaulérault.

Monsieur Labbé indique que l'Agence de l'Eau propose des financements pour ce type d'opérations.

Toutefois, il semblerait que pour pouvoir obtenir une subvention en la matière, il soit nécessaire de disposer au préalable d'un schéma directeur des eaux usées et des eaux pluviales.

Considérant que cette information doit être vérifiée, Monsieur le Maire propose que ce dossier soit revu lors d'une prochaine séance.

**2014.136 – Extension du réseau d'assainissement du Domaine Robin / Définition de l'emprise à acquérir et procédure de déclaration d'utilité publique**

Monsieur René Labbé, adjoint aux travaux, expose à l'assemblée que la commune doit poursuivre l'opération d'aménagement d'un réseau d'assainissement collectif au lieu-dit « Le Domaine Robin ».

Il s'agit d'un programme global de travaux dont une 1<sup>ère</sup> tranche a été achevée en 2012 et dont la 2<sup>ème</sup> tranche a été suspendue, faute pour la commune de disposer du foncier nécessaire à l'opération.

Il est rappelé que pour la 1<sup>ère</sup> tranche, la collectivité avait procédé avec les riverains concernés par voie de convention : *convention portant autorisation de pose en terrain privé de canalisations d'assainissement et création de la servitude correspondante.*

L'achèvement de l'opération suppose qu'un accord soit trouvé avec la propriétaire des parcelles C n° 308 et C n° 309 (*Mme Marie BASLE épouse BAILBLÉ*), ce qui n'a pu être le cas par le moyen d'un conventionnement.

Comme pour la 1<sup>ère</sup> tranche, il a été retenu de faire cheminer le réseau à l'arrière des propriétés, car un cheminement en façade induirait que les propriétaires déconstruisent le sol de leurs habitations pour se raccorder.

Considérant la situation de blocage actuelle, il est donc nécessaire que la commune acquiert une bande d'une largeur de 5m sur les parcelles cadastrées C n° 308 et C n° 309 (*propriété de Mme Marie BASLE épouse BAILBLÉ*).

Afin d'obtenir la maîtrise de ce foncier, soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation, il est proposé à l'assemblée de solliciter de Monsieur le Préfet d'Ille et Vilaine l'ouverture d'une enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et l'ouverture d'une enquête parcellaire conjointe pour l'opération d'assainissement collectif du « Domaine Robin ».

VU le Code de l'expropriation, articles L11.1 et suivants, articles R11.1 et suivants,

VU le Code de l'urbanisme,

VU le plan d'occupation de sols approuvé par délibération du conseil municipal en date du 17 juin 1991,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

Suite à un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **SOUHAITE** acquérir le foncier nécessaire à la poursuite de l'opération d'assainissement collectif du « Domaine Robin » : soit l'achat, par voie amiable ou par voie d'expropriation, d'une bande d'une largeur de 5m sur les parcelles cadastrées C n° 308 et C n° 309 (*propriété de Mme Marie BASLE épouse BAILBLÉ*),
- **SOLLICITE** de Monsieur le Préfet d'Ille et Vilaine l'ouverture d'une enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et l'ouverture d'une enquête parcellaire conjointe pour ladite opération,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes à cette procédure,
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois,
- **DIT** que la présente délibération sera exécutoire à compter de sa transmission en Préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

-----  
Observations :

- Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, demande si une prise en charge de la compétence « assainissement » est envisagée à terme par Saint-Malo Agglomération. Monsieur le Maire répond que ce sujet n'est pas encore à l'ordre du jour, mais rappelle qu'une réflexion générale est engagée sur l'élargissement des compétences de l'intercommunalité.
- 

**2014.137 Aménagement de la voie verte / demande d'autorisation d'occupation temporaire**

Monsieur René Labbé, adjoint aux travaux, informe l'assemblée que le département d'Ille et Vilaine sollicite une autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime pour poursuivre la réalisation de la voie verte sur les communes de Saint-Méloir des Ondes et du Vivier-sur-Mer. La surface du domaine public maritime concernée par la voie verte sur la commune de Saint-Méloir des Ondes représente une surface de 1 872 m<sup>2</sup>.

Monsieur Labbé présente le tracé de la voie qui se situe sur la zone de parking et de délaissé au droit des exploitations conchyliques des Nielles.

L'objet de l'Autorisation d'Occupation Temporaire concerne l'aménagement d'une section de la voie verte en pied de digue :

- Réfection du chemin existant
- Création d'un cheminement piétons vélos en sable local, en partie basse du perret de la digue
- Pose d'une barrière en bois pour canaliser vélos et piétons et empêcher l'intrusion et le stationnement des véhicules

Les traversées des entrées des exploitations sont sécurisées par une pose de système anti-intrusion (*barrières pivotantes en entrée et sortie et potelets*).

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

Suite à un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **ÉMET** un avis favorable au projet présenté avec l'observation suivante : *le cheminement des promeneurs à proximité du trafic provenant des exploitations conchyliques ne semble pas offrir toutes les garanties de sécurité.*

**2014.138 – Enquête publique relative au projet de déclassement d'un chemin communal situé au lieu-dit « Le Bouillon » et création d'un nouveau cheminement - Conclusions du commissaire enquêteur et avis du conseil municipal**

Monsieur René Labbé, adjoint aux travaux, rappelle que la commune a été saisie d'une demande de déplacement du tracé d'un chemin communal sur la parcelle cadastrée W 256, propriété de l'indivision Robin-Bévière.

Le chemin communal contourne actuellement 2 côtés de la parcelle W 256 en longeant les propriétés W 327 et W 61.

Les terrains W 61, 62, 71, 327 et 256 forment actuellement une même emprise foncière, propriété de l'indivision Robin- Bévière. Aussi, pour une commodité d'exploitation de ces parcelles, les conjoints Robin-Bévière demandent un déplacement du chemin sur les 2 autres côtés de la parcelle W 256.

Par délibération du 2 juin 2014, le conseil municipal a émis un avis favorable à l'ouverture d'une enquête publique locale de 15 jours pour vérifier que le déclassement de l'actuel chemin et le nouveau tracé proposé ne créeront pas de difficulté en matière de desserte des parcelles riveraines.

Monsieur René Labbé indique qu'une enquête publique s'est tenue sur cet objet du 11 au 25 août 2014.

Monsieur Henri Lemarié (*domicilié 24 rue de la Baie- 35350 Saint-Méloir des Ondes*) a été désigné commissaire-enquêteur par arrêté municipal du 21 juillet 2014.

Monsieur René Labbé donne lecture à l'assemblée de l'avis et des conclusions du commissaire-enquêteur.

**ENTENDU l'exposé ci-dessus,**

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable du commissaire-enquêteur porté à son rapport du 15 septembre 2014,

**CONSIDÉRANT** l'avis du service des Domaines en date du 25 juillet 2014,

Après en avoir délibéré et au terme d'un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

- **SE DÉCLARE FAVORABLE** au déclassement de la portion de chemin communal concernée au lieu-dit «Le Bouillon»,
- **SE DÉCLARE FAVORABLE** à la création d'un nouveau chemin communal sur les deux autres versants de la parcelle W 256,
- **DIT** que ce déplacement de tracé s'effectuera au moyen d'un échange de surface avec le propriétaire de la parcelle W 256, soit l'indivision Brévière-Robin,
- **DIT** que le nouveau tracé devra avoir un dimensionnement suffisant pour permettre le cheminement des engins et véhicules et que les matériaux utilisés pour ses fondations devront obtenir l'agrément de la commune,
- **DIT** que tous les frais inhérents à cette transaction (*bornage, frais d'acte, fourniture et mise en oeuvre de matériaux de fondation ...*) incomberont au demandeur,
- **CONFIE** à Maître Fabrice Janvier, Notaire à Saint-Méloir des Ondes, la rédaction de l'acte de vente,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à ce dossier.

#### **2014.139 - Enquête publique relative au projet de modification du tracé d'un chemin communal situé au lieu-dit « La Haute Barbotais» - Conclusions du commissaire enquêteur et avis du conseil municipal**

Monsieur René Labbé, adjoint aux travaux, rappelle que la commune a été saisie d'une demande de modification du tracé d'un chemin communal au niveau de la propriété de Monsieur et Madame Le Bourg au lieu-dit « La Haute Barbotais ».

Un projet de division a été établi par le cabinet de géomètre de M. Forgeoux (*Saint-Malo*) qui prévoit :

- une emprise de 20 m<sup>2</sup> environ à céder par la commune à M et Mme Le Bourg (*à prendre sur le chemin communal*)
- une emprise de 6 m<sup>2</sup> environ à céder par M et Mme Le Bourg (*à prendre sur leur propriété*)

Par délibération du 2 juin 2014, le conseil municipal a émis un avis favorable à l'ouverture d'une enquête publique locale de 15 jours afin de vérifier que le nouveau tracé proposé ne créera pas de difficulté en matière de desserte des parcelles riveraines.

Monsieur René Labbé indique qu'une enquête publique s'est tenue sur cet objet du 11 au 25 août 2014.

Monsieur Henri Lemarié (*domicilié 24 rue de la Baie- 35350 Saint-Méloir des Ondes*) a été désigné commissaire-enquêteur par arrêté municipal du 21 juillet 2014.

Monsieur René Labbé donne lecture à l'assemblée de l'avis et des conclusions du commissaire-enquêteur lesquelles sont défavorables au projet.

Des observations ont notamment été émises sur la nécessité de sauvegarder au minimum la largeur initiale du chemin, compte tenu qu'il dessert de nombreuses parcelles cultivées et qu'un côté du chemin est planté de chênes anciens.

Par ailleurs, Monsieur Hervé Le Bourg a fait savoir que cette demande de modification de tracé était de l'initiative de son géomètre.

**ENTENDU l'exposé ci-dessus,**

**CONSIDERANT** l'avis défavorable du commissaire-enquêteur porté à son rapport du 15 septembre 2014,

Après en avoir délibéré et au terme d'un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR

0 CONTRE

0 ABSTENTION

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

- **SE DÉCLARE DÉFAVORABLE** à la modification du tracé du chemin communal au lieu-dit «La Haute Barbotais» à hauteur des parcelles N48, N52 et N268,
- **DIT**, en conséquence, que le chemin communal demeurera dans sa configuration actuelle.

.....

*Monsieur René Bernard, Maire, remercie Monsieur Henri Lemarié pour le travail effectué lors de cette enquête publique.*

.....

#### **FINANCES**

##### **Point sur la taxe d'aménagement**

Par délibération en date du 7 novembre 2011, le conseil municipal a institué une taxe d'aménagement au taux de 2,5% sur le territoire de la commune. Cette taxe s'est substituée à l'ancienne Taxe Locale d'Equipeement.

*L'assiette de la taxe d'aménagement repose sur la surface de la construction multipliée par une valeur forfaitaire au m<sup>2</sup> (sauf valeur fixe pour certains aménagements). Elle est due lors des opérations de construction, de reconstruction ou d'agrandissement des bâtiments et aménagements de toute nature nécessitant une autorisation d'urbanisme. Par délibération du 4 février 2013, une exonération totale a été votée pour les stationnements intérieurs des logements sociaux (financés en PSLA, PLU, PLS).*

Le plan d'occupation des sols de la commune, dans sa version actuelle, prévoit que dans les zones urbaines, le stationnement induit par les constructions doit être assuré en dehors des voies publiques. En cas d'impossibilité pour le pétitionnaire de satisfaire à cette obligation, certaines villes exigeaient du bénéficiaire une participation pour non-réalisation d'aires de stationnement.

Cette participation disparaissant au 1<sup>er</sup> janvier 2015, les collectivités ont la possibilité pour respecter les prescriptions relatives au stationnement d'engager une réflexion sur le taux de la taxe d'aménagement, en prévoyant une modulation selon les secteurs.

Observations :

- *Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, rappelle qu'une réflexion devait également être engagée sur l'instauration d'une « zone bleue de stationnement » à l'issue des travaux du centre bourg.*
- *Madame Virginie Lepaigneul, conseillère municipale, indique que si le principe est séduisant, il sera difficile, sans police municipale, de faire respecter ce dispositif.*
- *Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, demande si le produit de la taxe serait, dans le cadre d'une éventuelle modulation, affecté à l'aménagement de stationnement public. Si tel n'était pas le cas, une majoration de taxation sur certains secteurs semble présenter peu d'intérêt, sinon une taxation supplémentaire.*
- *Monsieur René Bernard, Maire, précise que des difficultés se présentent essentiellement au niveau du centre-bourg. Les dispositions du POS doivent être respectées dans les projets d'urbanisme présentés par les propriétaires. A défaut de placer son stationnement sur son domaine privé, le pétitionnaire ne pourra pas mettre en œuvre son projet de réhabilitation d'immeuble et celui-ci risque alors de rester vacant et non rénové au cœur du bourg.*
- 

Considérant cet exposé, le conseil municipal demande qu'une étude soit réalisée sur le sujet.

**2014.140 – Nouvelle convention Mégalis Bretagne pour les services numériques (2015/2019)**

Monsieur Yves BOULEUC, Adjoint, indique que lors de son Comité Syndical du 21 mars 2014, le Syndicat mixte Mégalis Bretagne a adopté par délibération la mise en place d'un nouveau barème de contribution dans le cadre de la fourniture d'un bouquet de services numériques pour les collectivités bénéficiaires.

Cette contribution est supportée par la Saint-Malo Agglomération. La commune ne s'acquitte d'aucune contribution financière pour accéder au bouquet de services numériques.

Le bouquet de services numériques comprend les services suivants :

- . une salle régionale pour la dématérialisation de vos marchés publics
- . un service de télétransmission des actes au contrôle de légalité
- . un service de télétransmission des données et pièces au comptable
- . un service d'échanges sécurisés de fichiers
- . un service d'informations publiques en ligne
- . un parapheur électronique
- . un service d'archivage électronique à valeur probatoire
- . un service « Observatoire de l'administration numérique en Bretagne »
- . l'accès aux formations et ateliers méthodologiques et notamment : le projet « 100 % démat », « mise en conformité avec la loi Informatique et Liberté », « Communication électronique de documents d'état civil »

**CONSIDERANT** que par une délibération du 11/02/2010, la Collectivité avait autorisé le Maire à signer la convention Mégalis Bretagne,

**Considérant** également le fait que l'adoption du bouquet de services numériques Mégalis Bretagne nécessite la signature d'une nouvelle convention,

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :  
27 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la nouvelle Convention Mégalis Bretagne et tous documents nécessaires à la mise en œuvre du projet Mégalis pour la période 2015/2019.

.....  
*Observations : Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, informe l'assemblée que la dématérialisation de la chaîne financière et comptable de la collectivité est en voie de finalisation après une période de test. Le nouveau protocole d'échange standard (P.E.S) permet de transporter, dans un flux unique signé électroniquement, toutes les données comptables y compris les pièces justificatives.*

.....  
**AFFAIRES GENERALES**

**2014.141 – Remplacement de l'équipement de téléphonie de la Mairie**

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint, indique qu'après la remise aux normes du réseau informatique de la mairie, il convient de prévoir le remplacement de l'installation de téléphonie (*standard, appareils...*).

Le dispositif actuel est devenu obsolète et ne présente plus toutes les garanties de sécurité pour les opérateurs et les utilisateurs.

Il précise que suite à l'établissement du cahier des charges, deux offres ont été reçues. Il rappelle également que dans le cadre du budget primitif 2014, une somme de 11 000.00 € a été affectée à cet objet.

A l'issue de l'examen des devis, il propose de retenir l'offre du Groupe T.C. (*sis Noyal-sur-Vilaine-2 rue Alain Colas CS 70028*) pour un montant 6 060.00 € HT (soit 7 272.00 € TTC) qui comporte aussi un contrat annuel de maintenance à hauteur de 480.00 € HT (soit 576.00 € TTC).

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,  
Après un vote dont les résultats sont les suivants :  
27 POUR 0 CONTRE 0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,**

- **RETIENT** l'offre du Groupe TC (*sis Noyal-sur-Vilaine-2 rue Alain Colas CS 70028*) pour un montant 6 060.00 € HT (soit 7 272.00 € TTC),
- **ACCEPTE** le contrat annuel de maintenance afférent pour un montant de 480.00 € HT (soit 576.00 € TTC),
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les pièces du dossier.

**2014.142 – Règlement intérieur du Conseil Municipal/Adjonction d'un article**

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 7 juillet 2014, le conseil municipal a adopté son règlement intérieur, comme il en est fait obligation aux communes de plus de 3 500 habitants dans les six mois qui suivent les élections municipales.

Par courrier en date du 16 septembre dernier, la Préfecture demande que le règlement soit complété d'un article relatif au droit d'expression reconnu aux élus minoritaires.

L'article L 2121.27.1 du Code Général des collectivités territoriales dispose que « *dans les communes de 3 500 habitants et plus, lorsque la commune diffuse sous quelque forme que ce*

soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité municipale ».

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

27 POUR                      0 CONTRE                      0 ABSTENTION

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, DÉCIDE** d'adoindre l'article L2121.27.1 précité du Code Général des Collectivités Territoriales à son règlement intérieur.

.....

- *Monsieur le Maire informe les conseillers municipaux qu'une note sur l'exécution des dossiers en cours est à leur disposition sur table et qu'un document sur la situation financière 2013 de la collectivité leur a été transmis par mail ce jour.*
- *Il rappelle que dans le cadre de la préparation du budget 2015, les commissions doivent transmettre leurs propositions chiffrées pour la fin de l'année.*
- *Il souhaite que la commission de voirie étudie la possibilité de créer des aménagements piétonniers au niveau des rues de la Main d'Argent et de Radegonde.*

.....

#### Observations

- *Préalablement à l'ouverture de la présente séance, Monsieur Stéphane Jenouvrier, conseiller municipal, est revenu sur la délibération du 8 septembre 2014 relative à l'extension des compétences de Saint-Malo Agglomération pour l'aménagement et la gestion des aires de grand passage pour les gens du voyage. Il indique qu'à titre personnel, il s'était abstenu considérant que les éléments manquaient au dossier pour apprécier toute la portée de cette prise de compétence et pensait que la question ferait l'objet d'une nouvelle présentation en conseil municipal.*
- *Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, ajoute que pour être en mesure de se prononcer sur des sujets qui engagent autant les collectivités, il conviendrait que l'agglomération laisse un délai plus long aux conseils municipaux.*
- *Monsieur de La Portbarré, conseiller municipal et communautaire, précise que le Président de Saint-Malo Agglomération, Monsieur Claude Renoult, a donné des instructions aux services de l'agglomération pour qu'un dossier plus fourni accompagne désormais les projets de délibération soumis aux communes membres*
- *Monsieur le Maire rappelle les règles qui encadrent l'adoption d'une nouvelle compétence :*
  - *L'adoption d'une nouvelle compétence suppose une modification des statuts de Saint-Malo Agglomération qui sera entérinée par arrêté préfectoral. Ainsi, en vertu des dispositions de l'article L5211.17 du CGCT, le conseil communautaire délibère sur l'extension de ses compétences. La délibération est ensuite notifiée aux communes membres qui disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'adoption de cette nouvelle compétence. L'absence de délibération vaut décision favorable de la commune.*
  - *Ces délibérations doivent être rendues dans les conditions de la majorité qualifiée, soit 2/3 des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population, ou la moitié des conseils municipaux représentant au moins 2/3 de la population.*

- *Il précise que dans le cas présent, la délibération du conseil communautaire date du 26 juin 2014 et a été transmise aux communes membres par courrier du 3 juillet 2014 (le délai de 3 mois courant à partir cette dernière date). Il déclare par ailleurs que les délibérations des conseils municipaux doivent être adoptées dans les mêmes termes que la délibération communautaire.*
- *Monsieur Sébastien Plihon, conseiller municipal, fait observer que le territoire de Saint-Malo Agglomération est large et que les communes côtières, du fait de leur taille et de la répartition des sièges, sont davantage représentées au sein du conseil communautaire. Or, les intérêts et enjeux de communes membres de moindre démographie et non littorales, peuvent être divergents.*  
*Monsieur le Maire répond que, hormis pour des cas précis dont l'extension de compétence, le conseil communautaire, à l'instar des conseils municipaux, règle les affaires de son ressort et prend ses décisions selon les règles de la majorité.*
- *Monsieur le Maire rappelle que les évolutions institutionnelles récentes sont en faveur du développement de l'intercommunalité et qu'une réflexion est engagée en ce sens à Saint-Malo Agglomération. Il y a donc lieu de s'attendre à de prochaines propositions en ce sens. Il ajoute que tous les Maires des communes membres sont conviés à une réunion sur ce sujet le samedi 11 octobre 2014. Une volonté semble déjà se dégager en faveur de la conservation par les communes de leur responsabilité en matière d'urbanisme.*

*La séance est levée à 23 heures 15  
Saint-Méloir des Ondes, le 6 Octobre 2014*

*Le Secrétaire de séance*  
**Laurence MAZEAU**

*Le Maire*  
**René BERNARD**